



DELEGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU GABON, POUR SAO TOME-ET-PRINCIPE  
ET LA CEEAC

Discours d'ouverture de M. Nicolas Kasprzyk,  
Chargé d'Affaires a.i. de la Délégation de l'Union européenne au Gabon

-----

Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-Président de l'Assemblée nationale de la Transition,

Monsieur le 3<sup>ème</sup> Vice-Président du Sénat de la Transition,

Honorables membres du Parlement de la Transition,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants du corps  
diplomatique,

Monsieur le Directeur régional de l'Institut International pour la Démocratie et  
l'Assistance Electorale,

Madame la Directrice et Représentante du Secrétaire Général de l'Union  
interparlementaire,

Mes chers et estimés amis et collègues,

En vos qualités, grades et rangs respectifs,

Permettez-moi d'abord de vous présenter les salutations et les regrets de la  
cheffe de Délégation de l'Union européenne, l'ambassadrice Cécile Abadie, qui  
aurait voulu être personnellement présente mais qui est retenue par d'autres  
obligations à l'étranger. Elle participera à la clôture de l'atelier, samedi.

C'est un insigne honneur pour la Délégation de l'Union européenne au Gabon  
de s'exprimer devant vous aujourd'hui, en ouverture d'un important séminaire



DELEGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU GABON, POUR SAO TOME-ET-PRINCIPE  
ET LA CEEAC

d'induction sur les processus d'élaboration des constitutions au bénéfice des membres de l'Assemblée Nationale de la Transition et du Sénat de la Transition.

Le 30 août 2023, le Gabon a pris rendez-vous avec l'Histoire, agissant de manière singulière, à bien des égards, avec l'objectif, annoncé de manière non équivoque, d'un fonctionnement plus démocratique des institutions et d'un retour à un ordre constitutionnel durable. Un chronogramme devait rapidement être annoncé par les autorités de la Transition, qui dégagait une perspective en fixant les principales étapes de la transition et en précisant les dates-butoir. Nous sommes réunis dans le contexte du chantier, majeur, de la réforme constitutionnelle.

L'Union européenne salue l'initiative de l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA International) et de l'Union interparlementaire, qui vise : à renforcer les capacités des membres des deux chambres en matière de travail parlementaire dans l'élaboration des constitutions en contexte de transition politique ; à familiariser les membres des deux chambres avec la procédure d'élaboration de la constitution dans le cadre de la transition politique au Gabon ; à permettre aux membres des deux chambres de s'appropriier le contenu des règles de procédure de l'Assemblée constituante ; et enfin, à permettre un partage d'expériences régionales et internationales en matière de défis et opportunités rencontrés par les assemblées constituantes dans les processus de transition.



DELEGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU GABON, POUR SAO TOME-ET-PRINCIPE  
ET LA CEEAC

L'Union européenne salue également l'engagement des autorités de la Transition, et en particulier des présidents des deux chambres, qui, en décidant la tenue de ce séminaire, offrent un outil aux Parlementaires pour se préparer au mieux afin de mener avec succès le grand chantier de la réforme constitutionnelle.

L'Union européenne se réjouit d'appuyer cet événement dans le cadre de l'Initiative Equipe Europe Démocratie (Team Europe Democracy – TED) qui vise à promouvoir la démocratie, l'état de droit, l'universalité des droits humains et des libertés fondamentales et à renforcer les valeurs de respect pour la dignité humaine, de liberté et d'égalité entre tous. L'Union européenne salue le soutien financier spécifique apporté par les Pays-Bas.

L'Union européenne s'honore d'être, et de longue date, un partenaire du Gabon. La relation entre l'Union européenne et le Gabon a toujours été marquée par un réel dynamisme et des échanges ouverts. Alors que le Gabon s'apprête à fixer les contours de sa nouvelle organisation constitutionnelle et se prépare pour des échéances électorales cruciales, permettez-moi de souligner que l'Union européenne restera à l'écoute des besoins qui pourraient être exprimés pour créer des conditions favorables à un scrutin libre et équitable et pour en observer l'intégrité, dans la mesure où cela semblera opportun aux autorités de la Transition.

Je vous souhaite des travaux fructueux, et vous remercie de votre attention.